

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/De-Truman-a-Santos-repression-et-insurrection-pour-la-Colombia>

De Truman à Santos, répression et insurrection pour la Colombia

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Etats-Unis d'Amérique et ses alliés -

Date de mise en ligne : jeudi 5 juin 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le 9 avril 1948, à Bogota, les délégations préparaient la naissance de l'Organisation des Etats Américains (OEA). Ce même jour, était assassiné Jorge Eliecer Gaitan. Bien qu'il fût le plus haut dirigeant du parti Libéral, il appelait dans ses harangues à l'union des libéraux et des conservateurs contre les représentants de l'oligarchie qui les opposaient et les appauvrisaient.

On expulsa la délégation diplomatique soviétique pour prouver que c'était de là qu'était venu l'ordre d'assassiner. Presque personne n'y crut, mais ce fait devint le premier acte politique mondial de ce qu'on a appelé la « Guerre Froide », cette confrontation de la « civilisation occidentale chrétienne » et du « communisme athée soviétique », imaginée par le président étasunien Harry Truman en 1946.

Malgré que cet événement transforma l'histoire du pays, on ne sait toujours pas le nom des responsables intellectuels, même si tout le monde continue de regarder vers l'oligarchie bipartite. Avec l'assassinat de Gaitan, la violence déjà existante augmenta, dans les campagnes principalement. Invoquée par le gouvernement conservateur et le clergé, la cruauté la plus extrême fut exercée contre les libéraux et les communistes : on ouvrait le ventre des femmes enceintes pour en arracher la « graine » ennemie ; on coupait la tête des hommes pour les exhiber sur des pieux ou jouer au football avec... (1) La sauvagerie contre l'opposition, une pratique qui est toujours en cours, était née.

Résister ou mourir étant l'unique alternative, les libéraux s'organisèrent en guérillas, avec l'approbation de leurs dirigeants. En novembre 1949, le Parti Communiste illégal appela à l'autodéfense de masses. Immédiatement, le président Mariano Ospina Perez remit les ministères du Gouvernement, de la Justice et de la Guerre dans les mains des Forces Armées, en décrétant que quiconque s'opposerait aux lois serait considéré comme « brigand ». C'est ainsi que les militaires, neutres jusqu'à présent, se retrouvèrent lancés sur la violente scène politique.

Dans ce contexte, le gouvernement accepta de participer à la première confrontation militaire de la Guerre Froide. Entre mai 1951 et octobre 1954, la Colombie fut le seul pays latino-américain qui envoya des troupes en Corée sous le commandement étasunien. Aider à combattre le communisme en fut le prétexte. En récompense, le Pacte d'Assistance Militaire (PAM), le premier de ce genre sur le continent, fut signé en avril 1952. Les militaires colombiens commencèrent à recevoir des armes des Etats-Unis, et de plus, le nombre d'élèves invités dans les écoles de guerre étasuniennes fut en augmentation. (2)

Début 1952, les armes furent utilisées pour la première fois lors d'une opération militaire sans précédent dans le pays menée contre les libéraux du « llano », cette immense étendue de terre plane qui fait frontière avec le Venezuela. La police, qui venait d'être conseillée par le Scotland Yard britannique, sema la terreur avec des méthodes paramilitaires, ce qui lui valut d'être appelée la « Gestapo créole ».

L'opération fut un échec, alors le gouvernement chercha à négocier. Les habitants des plaines acceptèrent, mais demandèrent des terres, la santé et l'éducation gratuite. Le gouvernement refusa, et la répression s'amplifia. Ces demandes sortaient du cadre de la confrontation bipartite. Même la direction Libérale qui vivait tranquille à Bogota commença à se démarquer d'eux : « le Gouvernement disait qu'il luttait contre des bandits, des voleurs de grand chemin, des malfaiteurs. Tandis que le Libéralisme officiel disait qu'il ne fallait pas confondre le libéralisme authentique avec ces coquins. » (3)

Les élites bipartites virent la menace augmenter quand les guérilleros commencèrent à se coordonner au niveau national. Elles trouvèrent alors une solution : le 13 juin 1953, elles remirent le pouvoir au général Gustavo Rojas Pinilla. Le général José Joaquín Matallana, l'expliquera : « Le peuple s'unissait contre le gouvernement, la guérilla prenait de plus en plus d'ampleur, et les partis politiques traditionnels comprirent que la Colombie allait prendre le

chemin du chaos. Nous étions en train de passer de la haine libéral-conservateur au vrai problème de la lutte des classes. C'est alors qu'une alternative militaire surgit ». (4) Même le peuple, désespéré par la violence, vit d'un bon oeil cet arbitrage militaire.

Paradoxalement, Rojas Pinilla commença par donner aux insurgés le traitement politique que ne leur avaient pas accordé les civils, y compris en proposant une amnistie. Il leur offrit « Paix, Justice et Liberté ». Le désir de réconciliation fit qu'entre juillet et septembre 1953, plus de 4000 guérilleros du llano déposèrent les armes. Ils furent 7000 dans tout le pays. Le 8 septembre, les llaneros déclarèrent dans une lettre au général : nous avons déposé les armes « avec honneur, sous la protection de votre gouvernement et de la bannière nationale. » Mais peu après, leurs chefs commencèrent à tomber, assassinés par des « inconnus ».

Les guérillas paysannes du sud-ouest du pays, menées par des communistes et des libéraux gaitanistes, donc plus politisées, acceptèrent la proposition de pacification, mais exigèrent des dialogues pour discuter de réformes sociales et économiques de base. Sans cela ils ne déposeraient pas les armes. La réponse fut l'envoi d'effectifs militaires plus importants, de tueurs à gage et de bandes paramilitaires appelées « Guérillas de la paix ». Les paysans réactivèrent la lutte d'autodéfense.

En parallèle, en 1955, l'Ecole des Lanciers, le premier centre de contre-insurrection d'Amérique Latine, fut créée près de Bogota. Les instructeurs venaient de Fort Benning, centre étasunien spécialisé dans la guerre irrégulière.

Le 10 mai 1957, Rojas Pinilla renonça au pouvoir. Fait des plus extraordinaires : les patrons avaient obligé les travailleurs à mener une « Grève Civique Nationale » pour faire pression sur lui. Les directions libérale et conservatrice avaient déjà convenu d'un accord nommé « Front National » : à partir de 1958, les deux partis alterneraient au gouvernement tous les quatre ans, et ce pendant 16 ans. Ceux qui avaient encouragé l'effusion de sang réapparurent comme des spécialistes du droit civil, auteurs du retour à la démocratie. Leurs médias jetèrent un voile d'amnésie qui les autoamnistiait : on a calculé qu'entre 1948 et 1958, période connue sous le nom d' « Epoque de la violence », quelque 300 000 colombiens furent assassinés. Et environ 200 000 furent déplacés des meilleures terres. Tous des pauvres.

Un événement extérieur secoua la politique colombienne et se fit sentir dans tout l'hémisphère, en particulier à Washington : le Premier janvier 1959, la révolution cubaine triompha sans aucun appui externe. L' « ennemi » était dans la même cour. Les armées latino-américaines passèrent de « défense de l'hémisphère » à la mission de « sécurité interne », car il fallait éviter de nouveaux Cuba.

C'est pour cela que le gouvernement de John F. Kennedy imposa la Doctrine de Sécurité Nationale (DSN). Celle-ci comprenait toute une variante de méthodes contre-insurrectionnelles pour en terminer avec l' « ennemi interne ». Qui, « en fonction de l'image que l'on veut exploiter peut s'appeler « bandit », « subversif », « guérillero » ou « terroriste ». » (5)

Cet « ennemi » était déjà une vieille connaissance en Colombie. En octobre 1928, la Loi de Défense Sociale fut dictée pour empêcher « la vague impétueuse et destructrice des idées révolutionnaires et dissolvantes de la Russie du Soviet. » C'est de cette manière que le gouvernement expliquait les grèves ouvrières contre les entreprises pétrolières étasuniennes et la naissance du Parti Socialiste Révolutionnaire, la première organisation de gauche. Cette même année, le mot « subversion » fut utilisé pour la première fois contre une grève de travailleurs bananiers. (6)

Puisqu'il s'agissait de sécurité nationale, c'est aux Forces Armées que fut transféré, directement ou indirectement, le pouvoir politique, avec l'approbation des élites économiques. Cependant, il fallait une formation militaire et politique

différente. Ce qui se fit massivement au début de 1962, à l'Ecole des Amériques, centre d'endoctrinement étasunien installé dans la zone du canal de Panama. Dès le début, les militaires colombiens furent parmi les plus nombreux. (7)

Au début des années soixante, les autodéfenses paysannes du sud-ouest du pays, dirigées à présent par le Parti Communiste, continuaient à résister. Pour la première fois sur le continent, l'Action Civico-Militaire (ACM) qui faisait partie de la DSN fut appliquée. Pour cela, une équipe de conseillers de Fort Bragg vint en février 1962. On voulait montrer que les militaires et les policiers étaient des entités d'utilité sociale, qui travaillaient main dans la main avec le peuple. Gagner les coeurs et les esprits sur le communiste était une des stratégies de l'ACM. L'autre stratégie visait la collecte de renseignements. Grâce à sa dynamique, l'ACM permit aux Forces Armées de s'ingérer dans les ministères de l'Agriculture, des Travaux Publics, de la Santé et de l'Education.

Cette même année 1962, en vertu de lois votées sous état de siège, les problèmes d' « ordre public », qui comprenaient tout type de protestation sociale, furent confiés aux Forces Armées. Il ne fut même plus nécessaire d'invoquer des « bandits », ni des « guérilleros » pour justifier une intervention militaire. Le gouvernement continuait à prendre des mesures pour instaurer un Etat militarisé à visage de démocratie. Sans dictature ternissant son image.

Le 27 mai 1964, débuta une immense action militaire contre des paysans « bandits » du sud-ouest du pays : l'Opération Marquetalia. L'ACM avait déjà fait sa partie. Une autre méthode contre-insurrectionnelle fut développée : la guerre psychologique. A la radio et dans tous le pays, on entendait des informations qui provoquaient inquiétude et colère contre ceux qui étaient en train de créer des « républiques indépendantes ». Menés par les vétérans de Corée, et les élèves sortis de l'Ecole de Lanciers et de celle des Amériques, 16 000 soldats encerclèrent une vaste région. Ils disposaient de l'assistance étasunienne et de son puissant armement. Toute cette démonstration de force, accompagnée de l'hystérie désinformatrice, pour agresser un groupe mal armé de 52 hommes et 3 femmes.

Jaime Guaracas, l'un de ceux qui participa à la défense des régions a raconté : « Aucun d'entre nous n'avait d'expérience militaire. Et nous ne savions pas quel type d'armée nous allions affronter. Il y avait deux réservistes, mais ils ne connaissaient pas de techniques de combat. » (8) Le groupe dut s'adapter rapidement à la guerre de guérillas : des unités en mouvement permanent qui évitent la confrontation, et dont la meilleure arme lorsqu'elles attaquent est l'effet de surprise.

C'est ainsi que ce jour de mai est née l'organisation qui deux ans plus tard s'appellerait les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC). Le 4 juillet, quand l' « Opération Marquetalia » faisait rage au nord-est du pays, 18 hommes entreprenaient la création d'une autre guérilla. C'était l'un des autres « effets » de la révolution cubaine. En 1962, le gouvernement de l'Ile avait accordé des bourses à 27 jeunes. « Sept d'entre eux furent formés idéologiquement et militairement. Ils revinrent au pays pour créer l'Armée de Libération Nationale (ELN). Ils n'agissaient pas comme les autodéfenses paysannes, qui se consacraient à la défense d'une zone. » (9) Démonstration en fut faite le 7 janvier 1965, lorsque l'ELN prit le village de Simacota et annonça que son but serait la prise du pouvoir. Les paysans, mais aussi des prêtres et des religieuses, inspirés par la Théologie de la Libération commencèrent à grossir ses rangs.

L'ELN tenta de ne pas tomber dans la lutte idéologique chino-soviétique que vivait la presque totalité de la gauche dans le monde. Une confrontation que vécut le Parti Communiste de Colombie. Certains de ses cadres rompirent avec le parti pour créer le Parti Communiste de Colombie, Marxiste-Léniniste. C'étaient les pro-chinois ou maoïstes. Cela se passait aussi en 1964. Trois ans plus tard, ils formeraient l'Armée Populaire de Libération (EPL). Ils s'éloignèrent de l'autodéfense puisqu'ils prétendaient à la prise du pouvoir.

En ce moment, on commémore les 50 ans de la formation de ces organisations révolutionnaires : aujourd'hui elles sont présentes dans tout le pays, les FARC et l'ELN principalement. En lançant l'opération Marquetalia, le président Guillermo Leon Valencia assurait ce que tous ses successeurs, sans exception, allaient répéter : « Le pays sera

totalement pacifié bien avant que je termine mon mandat. »

La seule réalité c'est que les conditions objectives tant sociales, économiques, que politiques, tout comme la répression, qui ont mené à la naissance de ces guérillas, ont augmenté. Cependant que Washington décide aujourd'hui plus que jamais dans la vie des colombiens, sans cesser d'attiser la guerre.

Chose invraisemblable : le 2 septembre 1958, des paysans guérilleros libéraux et communistes firent parvenir une lettre au président Alberto Lleras Camargo : « la lutte armée ne nous intéresse pas, et nous sommes prêts à collaborer par tous les moyens à notre portée à la tâche de pacification que ce gouvernement a décidé de mener. » Parmi les signataires se trouvait Manuel Marulanda Velez, qui deviendra le chef suprême des FARC.

Traduction : Hélène Vaucelle

Notes :

1. Germán Guzmán Campos ; Orlando Fals Borda ; Eduardo Umaña Luna : La Violencia en Colombia. Estudio de un proceso social, tomo 1. Ed. Círculo de Lectores, Bogota, 1988.
2. Elsa Blair Trujillo : Las Fuerzas Armadas. Una mirada civil. Ed. Cinep, Bogota, 1993.
3. Eduardo Franco Isaza, Las Guerrilleras del Llano, Ed. Circulo de Lectores, Bogota, 1986.
4. José Joaquín Matallana, en Olga Behar : Las Guerras de la Paz, Ed. Planeta. Bogota, 1985.
5. "La Guerra Total". Rapport de Deborah Barry, Raúl Vergara et Rodolfo Castro. Université de Californie du Sud. Février 1986.
6. Memorias del Ministerio de Guerra, Ignacio Rengifo, 1927. Cité dans Renán Vega Cantor : Colombia entre la Democracia y el Imperio. Editorial El Búho, Bogota, 1989.
7. De 1949 à 1996, près de 10 000 officiers et sous-officiers furent diplômés dans les centres de guerre irrégulière étasuniens.
8. Interview de Jaime Guaracas, l'un des fondateurs des FARC, par l'auteur. Mars 2009.
9. Interview de Ramiro Vargas, membre du Commando Central de l'ELN, par l'auteur. Septembre 1998.
10. El Tiempo, Bogota, 8 mai 1964.

Hernando Calvo Ospina pour Hernando Calvo Ospina

[Hernando Calvo Ospina](#). Paris, 5 juin 2014